
Le débat sur la Fraction armée rouge

Perception et mémoire
du terrorisme d'extrême gauche en Allemagne

Annette Vowinckel

Février 2008

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent
que la responsabilité des auteurs.*

**Les "Notes du Cerfa" font l'objet d'un soutien de la
Fondation Robert Bosch.**

Robert Bosch **Stiftung**

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2008

ISBN : 978-2-86592-253-6

IFRI

27 rue de la Procession
75740 paris cedex 15 - France
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES

Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
TEL.: 32(2) 238 51 10
FAX: 32(2) 238 51 15
E-Mail: info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET: www.ifri.org

SOMMAIRE

<i>Introduction.....</i>	<i>2</i>
<i>La perception de la RAF et son évolution.....</i>	<i>3</i>
1970-1977.....	3
1977-1998.....	4
Après 1998.....	5
<i>L'image de la RAF dans la presse écrite.....</i>	<i>7</i>
L'automne allemand.....	8
L'autodissolution de la RAF en avril 1998.....	10
<i>Une riche production narrative.....</i>	<i>12</i>
Reportages et fictions télévisés.....	12
Cinématographie.....	13
Le monde des livres.....	14
<i>La mémoire de la RAF à travers les débats contemporains.....</i>	<i>15</i>

Introduction

En Allemagne, comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, la création de la Fraction armée rouge (RAF) en mai 1970 a marqué l'entrée dans le terrorisme d'extrême gauche, qui s'est terminé dans le courant des années 1990. La confrontation avec la RAF a d'abord été le fait de la police criminelle et des tribunaux : de nombreux terroristes ont été jugés en bonne et due forme pour leurs actes et ont purgé leur peine ; aujourd'hui, seuls trois membres de la RAF sont encore emprisonnés (Christian Klar, Eva Haule et Birgit Hogefeld). Toutefois, certains attentats n'ont jamais été élucidés.

La confrontation avec la Fraction armée rouge a aussi eu lieu au niveau du débat public. La polémique, qui est aujourd'hui loin d'être close, a notamment porté sur l'importance historique de la RAF et sur la manière d'y réagir. Ce fut par exemple le cas en 2007, lorsque Christian Klar déposa un recours en grâce, d'ailleurs rejeté par le président Horst Köhler.

Le présent article porte sur la manière dont la RAF a été appréhendée en Allemagne au cours des dernières années. Il revient sur les différentes phases de cette perception et en étudie les principaux aspects. Dix ans après l'autodissolution de la RAF en 1998, il s'agit de déterminer l'impact de la RAF sur l'évolution politique du pays.

Annette Vowinkel est chercheur au Zentrum für Zeithistorische Forschung de Potsdam.

Traduction de l'allemand : Claire Rothfuss et Claire Demesmay.

La perception de la RAF et son évolution

Pendant plus de deux décennies en Allemagne, les actes terroristes de la Fraction armée rouge (RAF) ont fait l'objet d'une attention particulière et ont donné lieu à un vif débat public. On peut donc supposer qu'il existe outre-Rhin une perception de la RAF, entendue comme réaction de l'opinion publique aux attentats qu'elle a commis et aux déclarations qu'elle a livrées depuis sa création, en mai 1970. C'est à cette perception entre 1970 et aujourd'hui que nous nous intéresserons dans les lignes suivantes.

1970-1977

On peut, au départ, parler d'une forme d'observation participative, dans la mesure où les réactions publiques ont contribué à la confrontation entre la RAF, l'État et la société. Lorsque s'est terminée la phase la plus spectaculaire du terrorisme d'extrême gauche en 1977 – phase marquée par le suicide des prisonniers de Stammheim (A. Baader, G. Ensslin et J.-C. Raspe) –, les Allemands ont eu l'occasion de tirer un bilan prudent des sept années passées¹. Mêlant à leur analyse de la situation une forte dose de suggestivité, beaucoup ont alors eu l'espoir que la libération des passagers du « Landshut », l'avion de la Lufthansa pris en otage à Mogadiscio, suivie du suicide collectif des prisonniers de la RAF à Stammheim, marquerait la fin du terrorisme. Ils n'en craignaient pas moins que les actes de violence se poursuivent après la fin de cet « Automne allemand ».

En réaction au terrorisme de la Fraction armée rouge, entre 1970 et 1977, le gouvernement fédéral a quant à lui renforcé les mesures de sécurité et modifié les lois du pays. Ce faisant, il a limité les libertés civiles d'une manière qui, du moins rétrospectivement, était peut-être démesurée par rapport à la situation. Le débat qui a été mené à l'époque à propos de ces mesures politiques, que nous évoquerons plus bas, a nourri la perception de la RAF à ses débuts.

¹ Sur les événements, voir B. Peters, *Tödlicher Irrtum. Die Geschichte der RAF*, Berlin, Argon, 2004 ; W. Winkler, *Die Geschichte der RAF*, Berlin, Rowohlt, 2007.

1977-1998

Depuis longtemps aux commandes de l'organisation en dehors des prisons, la « deuxième génération » de la RAF a poursuivi ses activités après 1977². Après avoir dévalisé une série de banques, un commando s'est ainsi attaqué à Alexander Haig, le commandant en chef de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Europe, qui y a toutefois survécu. S'ensuivirent des attentats visant notamment la base aérienne américaine de Ramstein (1981), un membre du conseil exécutif de Siemens, Kurt Beckurts (1986), le directeur général du ministère des Affaires étrangères, Gerold von Braunmühl (1986), ainsi que le secrétaire d'État Hans Tietmeyer (1988) et le banquier Alfred Herrhausen (1989). La deuxième génération de la RAF est restée active après la chute du mur de Berlin – et ce, bien qu'une grande partie de ses membres ait été emprisonnée ou, pour ceux qui avaient trouvé refuge en République démocratique allemande (RDA), arrêtés peu après la chute du mur.

Contrairement aux deux premières générations, les membres de la troisième génération sont restés largement anonymes³. Ils sont notamment responsables des attentats visant le secrétaire d'État Hans Neusel (1990) et le chef de la Treuhand (l'organisme chargé de privatiser les entreprises d'État de la RDA) Detlev Carsten Rohwedder (1991). En avril 1992, les chefs de la RAF se sont pour la première fois prononcés en faveur d'une désescalade du conflit. Ce qui n'a pas empêché la troisième génération de commettre un attentat, en mars 1993, contre la maison d'arrêt de Weiterstadt. Si, conformément à la logique de désescalade prônée par la RAF, celui-ci n'a blessé personne, la toute nouvelle prison fut complètement détruite et les dommages furent estimés à 123 millions de D-Marks. Parallèlement, et après des années de guerre des tranchées, les militants de la RAF incarcérés se sont divisés en deux groupes : d'un côté, ceux qui étaient favorables à l'arrêt de la lutte armée ; de l'autre, les *Hardliner* restés fidèles au projet de départ. Ce n'est qu'en avril 1998 que la RAF a officiellement été dissoute.

Cette époque marque la fin d'une deuxième phase dans la manière dont la Fraction armée rouge était perçue. On peut certes continuer à parler d'observation participative. Cependant, alors que la RAF avait de moins en moins de soutien auprès de la population, sa dissolution apparut avant tout comme une simple question de temps. Cela fut encore plus vrai après la chute du mur, à l'automne 1989, lorsque la RAF, tant du point de vue logistique qu'idéologique, perdit ses arrières au pays du socialisme réel.

² Voir T. Wunschik, *Baader-Meinhofs Kinder. Die zweite Generation der RAF*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1997 et, du même auteur, « Aufstieg und Zerfall. Die zweite Generation der RAF », in W. Kraushaar (dir.), *Die RAF und der linke Terrorismus*, Hambourg, Hamburger Edition, 2007, p. 472-488.

³ A. Straßner, *Die dritte Generation der "Roten Armee Fraktion". Entstehung, Struktur, Funktionslogik und Zerfall einer terroristischen Organisation*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2005.

De tels débats ont contribué à précipiter la chute de la RAF. Avant même l'autodissolution de l'organisation, chaque anniversaire – par exemple le 20^e anniversaire de l'Automne allemand en 1997 – a été l'occasion d'établir une rétrospective des événements. Ainsi, l'écrivain Friedrich Christian Delius évoqua dans l'hebdomadaire *Die Zeit* « l'aura d'un tabou pesant » sur l'Automne allemand ; il osa également revenir sur « le seul événement national depuis 1945 sur lequel aucun allemand de l'Ouest, adulte à cette époque, n'aurait pu dire : je n'y ai pas participé, je n'étais pas coupable⁴ ». Le journaliste Gunter Hofmann l'a contredit sur ce point ; selon lui, F. C. Delius déchargerait les vrais coupables et irait presque jusqu'à reléguer la culpabilité « dans le domaine de la métaphysique⁵ ». Alors que Delius considère Mogadiscio – sur lequel il a écrit un roman dans les années 1980⁶ – comme une césure historique sans précédent, Hofmann voit l'Automne allemand comme l'événement dans lequel se sont enlisées les protestations de la génération 68 ; il estime que celui-ci fait « dorénavant partie de la mémoire collective. Ce n'était heureusement pas le dernier mot.⁷ »

En 1997 une rencontre entre anciens membres de la RAF ayant purgé leur peine de prison eut également lieu à Zurich. Un observateur a noté que les participants, à l'image de la société allemande, avaient depuis longtemps cessé de se battre « pour leur avenir, mais [ne se battaient] plus que pour leur passé.⁸ » Ainsi, ils ont anticipé l'autodissolution de la Fraction armée rouge, qui s'est produite l'année suivante ; ou plutôt, ils ont créé une ambiance qui rendait l'autodissolution inévitable – et ce, bien qu'ils aient eu visiblement des difficultés à prendre leurs distances vis-à-vis de leur passé violent. Toutefois, selon l'observateur cité précédemment, ces anciens membres de la RAF n'ont mené qu'un travail limité sur l'histoire politique de la République fédérale ; la rencontre a surtout consisté en une « thérapie de groupe », lors de laquelle les anciens terroristes ont agi en « briseurs de mythes », s'attirant les foudres d'une partie des sympathisants de la RAF⁹.

Après 1998

En 1992, une partie de la RAF en avait appelé à la désescalade, déclarant ne plus vouloir commettre d'attentats à l'encontre de civils. À la suite de cette déclaration, on s'est régulièrement demandé au milieu des années 1990 si la RAF continuait à exister¹⁰. Ce n'est qu'en avril 1998 que cette dernière a fini par adresser à l'agence de

⁴ Fr. Ch. Delius, « Die Dialektik des Deutschen Herbstes. Drei Thesen über das Terrorjahr 1977 und dessen Folgen », *Die Zeit*, n° 31, 1997, p. 3.

⁵ G. Hofmann, « Sie fielen nicht vom Himmel », *Die Zeit*, n° 43, 1997, p. 7.

⁶ Fr. Ch. Delius, *Mogadischu Fensterplatz*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Verlag, 1987.

⁷ G. Hofmann, *op. cit.* [5]

⁸ Th. Kleine-Brockhoff, « Wahrheit, häppchenweise », *Die Zeit*, n° 22, 1997, p. 4.

⁹ *Op. cit.* [8].

¹⁰ Voir par ex. Th. Kleine-Brockhoff, « Ein Prozeß als Ritual », *Die Zeit*, n° 8, 1995, p. 5.

presse Reuters un document annonçant officiellement son autodissolution. Les réactions ont été multiples, oscillant entre indifférence ostentatoire, cynisme, soulagement ou encore demande d'amnistie pour tous les membres de la RAF encore incarcérés.

L'autodissolution officielle de la RAF a permis d'étudier rétrospectivement cette période du terrorisme en Allemagne ; elle a aussi permis aux professionnels d'en écrire l'histoire, ce qui n'a généralement de sens que lorsqu'un développement historique est achevé. Dès lors, la question n'est plus de savoir comment faire face à la menace terroriste, mais quelle place cette menace doit occuper dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre.

Depuis 1998, cette question est débattue par une partie du public et par les historiens. Dans la mesure où de nombreux participants à la discussion ont vécu cette époque, ils ne disposent pas de la distance critique nécessaire, ce qui explique le fort engagement avec lequel sont menés les débats publics sur la RAF et les groupes terroristes apparentés, tels que le Mouvement du 2 juin ou les Cellules révolutionnaires¹¹. On l'a vu en 2004 lors d'une exposition berlinoise sur la RAF : avant même son ouverture, les critiques ont été si virulentes que les organisateurs (KunstWerke) ont décidé de rendre les fonds publics qu'ils avaient obtenus et de financer l'exposition grâce aux recettes tirées d'une vente aux enchères d'objets d'art.

Autre objet de lutte politique et idéologique : la question (récurrente) de savoir s'il faut gracier les anciens terroristes, qui du reste mobilise assez peu d'arguments juridiques. Un tel débat a eu lieu en 1998, lorsque l'ancien président fédéral Roman Herzog a gracié Helmut Pohl¹² ; il a aussi eu lieu récemment, lorsque Christian Klar, un des derniers membres de la RAF encore emprisonné, qui aura fini de purger sa peine de prison début 2008, a déposé un recours en grâce. Bien que de nombreux terroristes de la RAF – notamment ceux qui avaient fui en RDA – aient depuis longtemps été libérés, le président fédéral Horst Köhler a rejeté la demande de C. Klar, et a alors reçu le large soutien de la population.

¹¹ Voir T. Wunschik, « Die Bewegung 2. Juni », in W. Kraushaar (dir.), *Die RAF und der linke Terrorismus*, op. cit. [2], vol. 2, p. 531-561 ; W. Kraushaar, « Im Schatten der RAF. Zur Entstehungsgeschichte der Revolutionären Zellen », *Ibid.*, p. 583-601.

¹² Voir par exemple O. Tolmein, « Auch für die RAF: Recht vor Gnade », *die tageszeitung*, 26 mai 1998, p. 12.

L'image de la RAF dans la presse écrite

Comme on l'a vu, la presse quotidienne et hebdomadaire a été la première à mener le débat sur les actions de la RAF, ses développements internes et son autodissolution, ainsi que sur la façon dont l'État allemand s'est confronté au terrorisme de gauche. En dehors de certains effets de surprise, les journaux se sont en règle générale montrés fidèles à leur ligne politique. Ainsi, le quotidien de centre droit *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en appela plus souvent que l'hebdomadaire de centre gauche *Der Spiegel* à des mesures de répression fermes et à des méthodes d'investigation plus efficaces. De même, les quotidiens *Frankfurter Rundschau* et *Süddeutsche Zeitung*, plutôt orientés à gauche, exprimèrent plus fréquemment que le journal conservateur *Die Welt* le souhait de voir les Allemands se confronter aux origines sociétales du terrorisme ; ils adoptèrent également une position plus libérale sur les questions relatives à la poursuite judiciaire. Quant au quotidien alternatif de gauche *tageszeitung (taz)*, il fit preuve d'une certaine sympathie pour les motivations pre-mières de la RAF, celles-là mêmes qui firent de jeunes gens à la conscience morale élevée de futurs terroristes. Il publia ainsi de nombreuses interviews, textes biographiques, documents et, en avril 1998, une version réduite de la déclaration de dissolution de la RAF¹³. Ce qui n'a pas empêché la *taz* de se montrer choquée de la banalité de ce « document de huit pages terriblement superficiel.¹⁴ »

Nous reviendrons sur ces différentes positions à l'appui de quelques événements représentatifs : d'une part, dans le contexte de l'Automne allemand, l'enlèvement de Hanns Martin Schleyer, la libération du « Landshut » à Mogadiscio et les suicides à Stammheim en octobre 1977 ; d'autre part, l'autodissolution de la Fraction armée rouge en avril 1998.

¹³ « Die RAF löst sich nach 28 Jahren des bewaffneten Kampfes gegen den Staat selbst auf », *die tageszeitung*, 22 avril 1998, p. 13 suiv.

¹⁴ W. Gast, « RAF erklärt sich zu Geschichte », *die tageszeitung*, 22 avril 1998, p. 3.

L'Automne allemand

L'Automne allemand a débuté le 5 septembre 1977 avec l'enlèvement de Hanns Martin Schleyer, le président du patronat allemand ; il s'est terminé un mois plus tard avec la libération du « Landshut » (l'avion détourné de la Lufthansa), l'exécution de Schleyer et le suicide des prisonniers de Stammheim. À la suite de l'enlèvement de Schleyer, trois policiers et le chauffeur de son véhicule furent sauvagement abattus. La presse a insisté sur la brutalité de ces quatre assassinats. Ce fut notamment le cas du magazine d'actualités *Stern*, qui a relaté l'évènement en publiant de nombreuses photos, tout en limitant le texte à une présentation à sensation de l'évènement¹⁵. Contrairement au *Stern*, le *Spiegel* s'est voulu prudent avec les photos du massacre ; il a en revanche publié de nombreux et longs reportages analysant les attentats terroristes de l'année précédente, et s'est ainsi rallié à la position du gouvernement fédéral, consistant à ne pas céder aux revendications des terroristes. L'hebdomadaire présenta les membres de la RAF comme des « Hitler's Children » [enfants d'Hitler], en référence au livre ainsi intitulé de Jillian Becker (1977) : plutôt que de rejeter la violence, ces derniers auraient reproduit les actes de leurs pères¹⁶. En outre, le *Spiegel* prit clairement parti en faveur de la décision du gouvernement de ne pas divulguer les enregistrements vidéo de Schleyer dans la « prison du peuple¹⁷ » ; parallèlement, il s'opposa à ce que la peine de mort soit réhabilitée pour les terroristes, comme le demandaient à l'époque certains membres de l'Union chrétienne-sociale (CSU).

Le *Spiegel* s'est aussi livré à une âpre critique des méthodes d'investigation de la police et de l'administration fédérale de la police criminelle : « Les années précédentes, les équipements de l'appareil de police n'ont pas permis d'arrêter les gangsters. Au contraire : ils se croient aujourd'hui suffisamment forts pour pouvoir déclarer la guerre à l'État.¹⁸ » L'article traita ensuite de manière détaillée des méthodes d'investigation qui – selon l'opinion publique majoritaire – restreignaient les libertés civiles, mais sans apporter de résultat. La *Frankfurter Allgemeine* constata elle aussi l'échec consternant des méthodes d'investigation de la police allemande : « Depuis que Baader et Meinhof, il y a plusieurs années de cela, ont été arrêtés à Francfort, plus aucune des grandes figures du terrorisme n'a pu être approchée.¹⁹ » Le lecteur ne pouvait qu'en conclure à l'inefficacité de l'investigation.

¹⁵ « Das Attentat in Köln », *Stern*, n° 38, 1977, p. 19-28.

¹⁶ E. Böhme, « Mann o Mann », *Der Spiegel*, n° 38, 1977, p. 18.

¹⁷ « Stark genug, den Krieg zu erklären? », *Der Spiegel*, n° 38, 1977, p. 17-21, ici p. 17.

¹⁸ *Ibid.*, p. 21.

¹⁹ Fk., « Schwarze Stunde » (Kommentar), *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, n° 206, 6 septembre 1977, p. 1.

Le *Spiegel* décrivit les quatre assassinats et l'enlèvement de Schleyer comme particulièrement brutaux, surtout en comparaison avec l'enlèvement de Peter Lorenz en 1975. Le chef de file de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Berlin, enlevé par le Mouvement du 2 juin²⁰, avait été libéré en échange de plusieurs prisonniers de la RAF et du Mouvement du 2 juin²¹. Alors que Lorenz avait affirmé avoir été bien traité par ses ravisseurs, la RAF semblait désormais ne plus reculer devant les assassinats de civils.

Quant à la *Süddeutsche Zeitung*, elle publia en première page un article intitulé « Schmidt : Répondre avec la fermeté nécessaire ». Selon les termes mêmes du chancelier social-démocrate Helmut Schmidt, la police disposait à l'époque de l'« appui inconditionnel du gouvernement » et d'un « soutien très personnel²² ». Comme la *Süddeutsche*, tous les grands quotidiens et hebdomadaires allemands étaient unanimes sur l'importance de ne céder à aucun prix aux revendications des ravisseurs de Schleyer – une position qui, dans une large mesure, fut influencée par la fermeté du chancelier Schmidt.

C'est dans ce contexte que le « Landshut » fut détourné entre Majorque et Francfort et, au cours d'une odyssée de plusieurs jours, fut dirigé vers Mogadiscio, la capitale somalienne. Ne paraissant pas avant le 20 octobre – après donc que le « Landshut » eut été libéré –, le *Stern* publia en première page, comme à son habitude, des photos à sensation de l'enlèvement ; celles-ci furent accompagnées de courtes biographies de tous les membres de la RAF recherchés et d'une photo d'Ulrich Wegener, qui mena l'opération de libération avec une unité d'élite de protection des frontières. Le texte relatait de manière détaillée le déroulement de l'enlèvement qui, au moment de la sortie de l'hebdomadaire, avait déjà trouvé une issue favorable. *Stern* publia en outre les résultats d'une enquête d'opinion révélant qu'avant l'assaut sur le « Landshut », la population allemande était clairement divisée sur la marche à suivre : 42 % des sondés se prononçaient en faveur de la libération des membres de la RAF incarcérés, en échange de celle de H.-M. Schleyer et des otages du Landshut ; 42 % s'opposaient à un tel échange ; 16 % se disaient indécis.

De son côté, le *Spiegel* publia un long article sur les réseaux internationaux des terroristes allemands. Aussi accorda-t-il beaucoup plus d'importance au fait que le détournement avait été le fruit d'une coopération germano-palestinienne qu'au processus de libération en tant que tel. Pour ses journalistes, il était « évident que le terrorisme est aujourd'hui devenu un phénomène international ; au moment où les informations en provenance du golfe Persique annonçaient, en fin

²⁰ Ce mouvement d'extrême gauche de tendance anarchiste a été créé en 1971. Basé à Berlin-Ouest, il était très proche de la RAF. Son nom évoque la mort d'un jeune militant pacifiste, tué le 2 juin 1967 lors d'une émeute à Berlin. [NDLR]

²¹ « ‚Eigentlich müsste jeder verdächtig sein‘. Das Dilemma der Terroristen-Fahndung: Untergrund in Bürgermaske », *Der Spiegel*, n° 38, 1977, p. 22-33, notamment p. 23.

²² Schmidt, « Mit der nötigen Härte antworten », *Süddeutsche Zeitung*, n° 204, 6 septembre 1977, p. 1.

de semaine dernière, une décision imminente dans le cas Schleyer, on a découvert comment est organisé le terrorisme, dont les réseaux s'étendent sur plusieurs continents à la fois.²³ » De plus, le *Spiegel* indiqua qu'en choisissant arbitrairement des otages civils, la RAF avait pris ses distances vis-à-vis de son orientation de départ ; il remarqua que le détournement de l'avion révélait une forte radicalisation de stratégies anciennes.

Si les positions des grands quotidiens ne peuvent être détaillées dans le cadre de cet article, notons qu'elles ont été similaires à celles que nous venons d'évoquer. Le sentiment qui prédominait à l'époque dans la presse était un mélange de soulagement face à la libération des otages, d'espoir de voir la terreur prendre fin avec la mort des prisonniers de Stammheim et de crainte latente d'une radicalisation de l'action de la part des membres de la RAF encore libres.

L'autodissolution de la RAF en avril 1998

L'ensemble de la presse ou presque a salué l'autodissolution de la RAF, annoncée officiellement en avril 1998. En même temps, journaux et magazines se sont montrés très critiques vis-à-vis de la façon dont cette dernière s'était déroulée. Ils ont en effet regretté que l'autodissolution ait été si tardive, que la déclaration de dissolution n'ait pas mentionné les victimes de la violence et leurs proches²⁴, et n'ait laissé qu'une place réduite à l'autocritique.

C'est dans ce sens que la *FAZ* s'est interrogée : « Y a-t-il vraiment 'événement' lorsque la RAF, quelle qu'elle soit aujourd'hui, annonce sa dissolution ? Est-ce une césure historique ? [...] La question de savoir quel danger représenteront à l'avenir les attentats terroristes de gauche ne dépend pas d'une RAF morcelée. Après les terribles bains de sang, ce ne sont pas ces déclarations qui referment le chapitre du 'combat armé'. La politique allemande ne devrait pas, en montrant un trop grand soulagement, donner aux terroristes une satisfaction tardive.²⁵ » De même, le *Spiegel* considéra ce « dernier mot de l'héritage Baader-Meinhof » comme un « mélange de confuse arrogance, d'autojustification et de discernement tardif.²⁶ »

Parmi les autorités chargées de la sécurité nationale, l'autodissolution a aussi provoqué une « bonne dose de frustration, car la défaite de la RAF marque l'échec cuisant de services d'investigation très bien équipés²⁷ » – aucun des meurtres imputés à la RAF à partir de 1985 n'avait en fin de compte été élucidé ; on ne

²³ « Fall Schleyer: Der zweite Schlag », *Der Spiegel*, n° 43, 17 octobre 1977, p. 19-27, ici p. 22.

²⁴ Ceci sera critiqué à juste titre, par exemple dans un court article publié en première page de la *Bild-Zeitung* (« Bekenner schreiben: RAF hat sich aufgelöst », 21 avril 1998, p. 1). De même, le *Stern* se concentre sur les victimes, présentées nommément à l'appui de photos (« Die Nacht, die nie mehr enden will », n° 19/1998, p. 206-211).

²⁵ *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, n° 93, 22 avril 1998, p. 3.

²⁶ « Abgang ins Ungewisse », *Der Spiegel*, n° 18/1998, p. 30-31, ici p. 30.

²⁷ *Ibid.*

savait même pas de quel côté chercher. Ainsi, l'auteur de l'article s'est rallié à l'ancien chancelier Helmut Schmidt, affirmant qu'il n'y aura « lieu de se réjouir » que lorsque tous les coupables auront été jugés en bonne et due forme²⁸. Le débat n'alla pas sans un brin de sarcasme, comme on le voit à cette prise de position de Horst Herold, l'ancien chef de l'administration fédérale de la police criminelle : « La RAF que j'ai connue ne se dissout pas le jour de l'anniversaire d'Hitler.²⁹ » Selon cet expert particulièrement réputé de la RAF, la déclaration d'autodissolution aurait bien pu être une falsification – le doute a finalement été écarté : la déclaration a été datée de mars 1998 et n'a été publiée dans certains journaux que le 20 avril.

Dans la *Berliner Zeitung*, le journaliste Götz Aly porta sur la Fraction armée rouge un jugement particulièrement virulent. Il compara ses membres aux nazis et leur reprocha un manque de conscience historique : « la RAF ne fut que la répétition d'une farce alimentée par les utopies sanguinaires du xx^e siècle, qui prit une forme typiquement allemande, particulièrement tenace et obstinée. [...] Dans le testament politique transmis à Reuters, les auteurs anonymes écrivent que les combattants, 'qui ont enduré au cours de l'histoire tous les coups durs et les défaites, sont restés incorruptibles'. C'est la paraphrase moderne du discours de Heinrich Himmler à Posen en 1943. Il y remercia ses guerriers pour le judéocide, 'la page glorieuse de l'histoire allemande, une page non écrite et qui ne le sera jamais', et leur assura qu'ils étaient 'restés propres' malgré la difficulté de leur tâche.³⁰ »

Même si les journaux ont exprimé leur soulagement face à l'implosion des structures du terrorisme, la colère a prédominé face à l'annonce tardive de la dissolution et à l'incapacité des derniers membres de la RAF de se soumettre à une autocritique implacable et à présenter enfin leurs excuses auprès des familles des victimes. Selon Peter Frisch, président de la Direction de la sécurité du territoire, l'histoire est passée au-dessus de la RAF sans la toucher³¹. Ce qui subsiste, c'est un arrière-goût insipide et la question de savoir « si les morts peuvent mourir.³² »

²⁸ Cité d'après *Ibid.*

²⁹ Cité d'après « Das banale Ende der Roten Armee Fraktion », *Süddeutsche Zeitung*, 21 avril 1998, p. 2.

³⁰ Götz Aly, *Berliner Zeitung*, 22 avril 1998.

³¹ « Die Geschichte ist über die RAF hingeweggerollt », *Süddeutsche Zeitung*, 21 avril 1998, p. 2.

³² « Die RAF ist tot - es sterbe die RAF » (Kommentar), *Süddeutsche Zeitung*, 21 avril 1998, p. 4.

Une riche production narrative

Si la presse a été le lieu central de la discussion sur la RAF, elle n'a pas été le seul. Les médias audiovisuels et le monde des livres en ont eux aussi véhiculé une certaine image. Façonnée de façon moins immédiate, celle-ci n'en est que plus durable et révélatrice de la manière dont le terrorisme d'extrême gauche a été appréhendé – et continue à l'être – outre-Rhin.

Reportages et fictions télévisés

Durant la phase active de la RAF, la télévision a joué un rôle d'observateur participatif. Les programmes d'information relatèrent les attentats, des émissions d'infovariétés et des reportages furent consacrés aux activités de la RAF et aux réactions de l'État. Ce à quoi s'ajoutèrent des films et drames documentaires, dont le nombre s'est nettement accru au cours des dix dernières années. Dans ce domaine, le film de Heinrich Breloers, *Todesspiel* [Jeu de la mort] (1997), constitue une œuvre importante : il porte sur l'enlèvement de Hanns Martin Schleier, le chef du patronat allemand, et, dans une seconde partie, sur le détournement du « Landshut » vers Mogadiscio. Bien que le film s'appuie sur du matériel documentaire, il représente moins une prise de position politique ou historique que l'acte de se souvenir, de répéter et d'analyser – au sens freudien du terme. C'est ainsi que l'ancien chancelier Helmut Schmidt a affirmé que le film ne lui avait rien appris de nouveau, mais lui avait « refait vivre l'atmosphère tendue de ces semaines-là.³³ »

Il existe en outre de nombreux films documentaires, tels que *Der Austausch* [L'échange] de Klaus Stern et Klaus Salge (2000), *Andreas Baader – Der Staatsfeind* [Andreas Baader – L'ennemi d'État] de Klaus Stern (2002) ; et plus récemment, *Baader-Meinhof*, un film en deux parties produit par Stefan Aust et Helmar Büchel, qui retrace le cheminement des fondateurs de la RAF vers le terrorisme. À l'occasion du 30^e anniversaire de l'Automne allemand, en 2007, les publications de ce genre ont été nombreuses, si bien qu'elles ne peuvent être détaillées dans cet article³⁴.

³³ Th. Kleine-Brockhoff / Th. Sommer, « Ex-Terroristen die Hand reichen? Nein! Gespräch mit Helmut Schmidt über den deutschen Herbst 1977 und die Folgen », *Die Zeit*, n° 28, 1997, p. 8.

³⁴ Voir par exemple : <www.rbb-online.de/_/rbbummiternacht/index_jsp/key=magazin_portal_6369931.html>.

Cinématographie

Juste après l'Automne allemand en 1977, de nombreux metteurs en scène renommés se sont confrontés à ces événements. En 1978, onze d'entre eux, notamment Alexander Kluge, Volker Schlöndorff, Edgar Reitz et Rainer Werner Fassbinder, ont réalisé *Deutschland im Herbst* [L'Allemagne en automne]. Optant pour une forme semi-documentaire, ce film traite des événements de 1977, qu'il aborde dans différentes perspectives. Trois ans plus tard, un autre film semi-documentaire, *Die bleierne Zeit* [Les années de plomb], réalisé par Margarethe von Trotta, décrit la politisation de deux sœurs ; même si le film relève largement de la fiction, il s'inspire de l'histoire vraie de Gudrun Ensslin et de sa jeune sœur Christiane.

Pour *Stammheim*, réalisé en 1986, Reinhard Hauff a également choisi la forme du drame documentaire. Tiré du livre de Stefan Aust – l'ancien compagnon de route d'Ulrike Meinhof, qui a lui aussi été impliqué dans les événements -, le film partage clairement la position critique de la RAF à l'égard des institutions étatiques, et ce de manière offensive. En outre, il est évident que *Stammheim* est lui-même imprégné des événements, d'autant que la RAF était encore active à cette époque.

Il s'ensuit toute une série de films qui, après l'autodissolution de la RAF, abordent le sujet de manière très variée. Dans *Die Stille nach dem Schuss* [Le silence après le coup de feu] (2000), Volker Schlöndorff raconte par exemple l'histoire d'Inge Viett qui parvient, avec l'aide de la Stasi, à mettre un terme à ses activités terroristes et à reprendre une existence normale en RDA. Dans *Starbuck Holger Meins* (2002), Gerd Conradt retrace quant à lui le parcours de son ancien camarade à l'école de cinéma de Berlin, décédé en 1974 des suites d'une grève de la faim contre les conditions de détention. Le film est donc très personnel et a été fortement critiqué dans les milieux conservateurs. De même, en 2002, Christopher Roth a porté à l'écran l'histoire d'Andreas Baader, avec Frank Giering dans le rôle principal. Dans ce film, le terroriste apparaît en icône populaire (« sans aucun doute la forme la plus chic du vivant³⁵ »), en coq narcissique qui prend une pose historique : « au-dessus de tout cela plane la nostalgie de Bonnie & Clyde ainsi que le glamour existentialiste, l'amour libre et un peu de sens.³⁶ »

Le film *Black Box BRD* [La boîte noire de la RFA], réalisé par Andres Veiel en 2001, compte parmi les rares documentaires à succès sur la RAF. Le réalisateur y retrace l'histoire d'Alfred Herrhausen et de son meurtrier présumé, Wolfgang Grams, sans polariser ni porter d'accusation. Son récit apparaît comme une leçon sur la République fédérale, et lui permet de se plonger dans la psyché du banquier et du terroriste.

Le film *Baader-Meinhof-Komplex* [Le complexe Baader-Meinhof], que Stefan Aust est en train de réaliser avec Moritz

³⁵ K. Nicodemus, « Der schickste Untote der RAF », *Die Zeit*, n° 43, 2002.

³⁶ *Ibid.*

Bleibtreu et Martina Gedeck dans les rôles d'Andreas Baader et de Gudrun Ensslin, marque la fin provisoire d'une réflexion sur la RAF au cinéma. Il est encore impossible de dire si, contrairement aux innombrables drames documentaires sur l'histoire de l'organisation, ce film apportera des éléments nouveaux à la compréhension de la RAF.

Le monde des livres

Avant même l'Automne allemand, il existait quelques livres sur la RAF ; la plus connue de ces publications est le livre de Jillian Becker, *Hitler's Children*, qui établit un parallèle entre les actes de violence des nazis et ceux des terroristes de gauche en Allemagne. Le livre de Stefan Aust, *Der Baader-Meinhof-Komplex* [Le complexe Baader-Meinhof] (1985), est important pour la description qu'il fait de la RAF ; il ne s'agit pas d'une étude scientifique rigoureuse, mais d'une recherche à laquelle se livre un témoin engagé. Il en va de même pour le livre *Stammheim*, publié en 1986 par l'avocat néerlandais Pieter Bakker Schut, qui se concentre sur la situation des prisonniers dans l'unité de détention spéciale de Stuttgart.

Entre-temps, politologues et historiens se sont eux aussi penchés sur la question de la RAF. Il existe des études générales, tels que *Tödlicher Irrtum: Die Geschichte der RAF* [Une erreur mortelle : l'histoire de la RAF] de Butz Peters ou *Die Geschichte der RAF* [L'histoire de la RAF] de Willi Winkler (2007). On trouve aussi des ouvrages sur les générations de la RAF, tels que *Baader-Meinhofs Kinder. Die zweite Generation der RAF* [Les enfants de Baader et Meinhoff. La deuxième génération de la RAF] de Tobias Wunschik (1997) ou *Die dritte Generation der « Roten Armee Fraktion »* [La troisième génération de la « Fraction armée rouge »] d'Alexander Straßner (2003), auxquels s'ajoutent des études plus spécifiques. À citer : le double volume de Wolfgang Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus* [La RAF et le terrorisme de gauche] : étudiant presque tous les aspects de l'histoire de la Fraction armée rouge, ce livre fait aujourd'hui référence.

La mémoire de la RAF à travers les débats contemporains

Aujourd'hui, plus de trente ans après l'Automne allemand, le débat n'est toujours pas clos. Il a été relancé début 2007, à l'occasion de la libération imminente de Brigitte Mohnhaupt, « chef secrète » de la RAF dans les années 1977-1982. La polémique, qui a porté sur la question de savoir si l'État devait gracier les terroristes de la Fraction armée rouge, a été ravivée avec la demande de grâce de Christian Klar. Condamnée cinq fois à la prison à vie, B. Mohnhaupt a été relaxée en mars 2007 après avoir purgé une peine minimale de 24 ans, durant laquelle elle s'était bien comportée. En revanche, le recours en grâce de C. Klar a été rejeté par Horst Köhler, le président fédéral : l'ancien terroriste pourra être relaxé au plus tôt début 2009, après une durée de peine minimale de 26 ans.

Pratiquement l'ensemble de la CDU/CSU s'est prononcé contre la procédure de grâce. Ses représentants ont insisté sur le fait que Klar n'a pas exprimé de regret ni pris ses distances vis-à-vis de ses positions radicales ; ils ont aussi affirmé qu'une telle amnistie viendrait blesser les proches des victimes de la RAF qui, à de rares exceptions près (Michael Buback, Wilhelm von Braunmühl) se sont opposées à la procédure de grâce. Le Parti social-démocrate (SPD) s'est quant à lui montré divisé sur la question. Enfin, des leaders du Parti libéral-démocrate (FDP) se sont prononcés pour l'amnistie de Klar, comme la majorité des représentants des Verts (*Bündnis 90/Die Grünen*) et du Parti de gauche (*Die Linke*). La députée verte Antje Vollmer a même demandé la libération des membres de la RAF encore incarcérés. Elle a ainsi repris une initiative de Klaus Kinkel, l'ancien ministre libéral de la Justice et des Affaires étrangères qui, en 1992, souhaitait amnistier tous les membres de la RAF incarcérés afin d'inciter cette dernière à accomplir son devoir de mémoire.

Entre 1988 et 2003, le ministre-président de Rhénanie-Palatinat Bernhard Vogel (CDU) et les présidents fédéraux Richard von Weizsäcker, Roman Herzog et Johannes Rau ont amnistié huit membres de la RAF : Klaus Jünschke (1988/16 ans de prison), Manfred Grashof (1988/17 ans), Verena Becker (1989/15 ans), Angelika Speitel (1989/11 ans), Bernd Rössner (1994/19 ans), Helmut Pohl (1998/19 ans), Adelheid Schulz (2002/16 ans) et Rolf Clemens Wagner (2003/24 ans)³⁷.

³⁷ Voir St. Trinius, « Gnade vor Recht? Die Diskussion um eine vorzeitige Haftentlassung ehemaliger RAF-Täter », www.bpb.de/popup/popup_druckversion.html?guid=XMNA9A (17 décembre 2007).

Si les esprits se sont à nouveau embrasés en 2007, c'est probablement parce que Christian Klar est le dernier membre de la RAF incarcéré à avoir une responsabilité dans les assassinats de Jürgen Ponto, Siegfried Buback et Hanns-Martin Schleyer ainsi que dans le détournement du « Landshut ».

Sa libération fermerait un chapitre de l'histoire allemande, alors que, pour de nombreux proches des victimes et apparemment pour la majorité de la population, celui-ci est loin d'appartenir au passé. L'opinion a toujours considéré que les terroristes ne doivent pas être libérés, ou alors seulement s'ils se sont excusés auprès des proches des victimes et ont montré des signes crédibles de remords. Dans le droit pénal, cependant, ces critères n'ont presque aucune valeur : il s'agit uniquement de savoir si les personnes concernées commettront d'autres crimes après leur libération. Dans le cas de Brigitte Mohnhaupt et dans d'autres cas précédents, cela semblait très improbable. Christian Klar a au contraire donné l'impression de vouloir reprendre ses activités au sein de la gauche radicale après l'expiration de sa peine – en particulier lorsqu'il a transmis ses amitiés, en janvier 2007, aux participants d'une manifestation de la Fondation Rosa Luxemburg, liée à la gauche radicale. C'est pourquoi, même après l'annonce de la dissolution de la RAF par Brigitte Mohnhaupt en 1998, de nombreux observateurs, le considèrent comme un incorrigible et éternel *Hardliner* des temps passés.

La Fraction armée rouge n'a pas seulement marqué les débats publics, mais aussi tous les domaines de la production culturelle en Allemagne et au-delà. La virulence de la polémique est due au fait que les participants de la discussion ont été directement concernés par les événements ou en ont du moins été les témoins ; ils ont donc leur propre image de cette période de l'histoire allemande. De plus en plus de voix s'élèvent actuellement pour rendre enfin justice aux victimes de la RAF, plutôt que de toujours parler des coupables³⁸. La discussion autour de l'amnistie de Brigitte Mohnhaupt et Christian Klar, qui a échauffé les esprits début 2007, a clairement contribué à cette nouvelle orientation. Cette polémique, c'est que si l'histoire de la RAF est terminée, ce chapitre traumatisant de l'histoire de la République fédérale n'a pas encore pu être surmonté.

³⁸ Voir : <www.das-parlament.de/2007/44-45/Thema/17673324.html>.